

CINÉMA/TÉLÉVISION

Les auteurs de docu mal-aimés

La Maison des auteurs SACD-SCAM a présenté une étude sur les conditions de travail des auteurs de documentaire. Un métier complémentaire...

Paola Stévenne, présidente du Comité belge de la Scam, voit cette étude comme « *le portrait d'une profession à identité forte, nourrie de savoir-faire techniques et du sentiment de responsabilité vis-à-vis du public ; un métier caractérisé par une faible reconnaissance financière et symbolique des pouvoirs publics et des diffuseurs* ».

Des réponses formulées par les auteurs, elle entend une modestie et une grande méfiance vis-à-vis de l'étiquette « artiste ». Les rémunérations avancées sont en moyenne inférieures à 300 euros par mois. Les deux tiers des répondants se disent mécontents de leurs rémunérations.

Les auteurs dénoncent aussi une lourdeur administrative extrême, liée aux nombreux dossiers étayés à réaliser pour obtenir subventions et diffusion. Pour que cela change, Paola Stévenne appelle entre autres à un financement important de l'écriture, des repérages et de la promotion des films. Elle estime que le temps de travail réel devrait être considéré dans les budgets et qu'un statut adéquat devrait être construit.

Elle appelle la télévision de service public à jouer un rôle en ouvrant des cases dédiées au documentaire de création.

À la récurrence des phrases du type « *je ne pense pas être dans la situation classique* », Arnaud Maes, professeur en Sciences sociales et du Travail à l'Université Saint-Louis, en charge de l'analyse des données, s'est dit frappé par le manque de sentiment d'appartenance à une corporation.

Alors qu'il s'attendait à découvrir un métier de nanti, il a d'abord rencontré des passionnés qui exercent un métier complémentaire de second choix pour pouvoir s'adonner au documentaire (enseignant, journaliste, travail au noir, allocations-chômage...).

Pour Arnaud Maes, cette étude montre « *une crise profonde du modèle même de rémunération des auteurs* ». Il estime que « *face aux menaces nombreuses, qui vont de l'inadaptation croissante du statut d'artiste de plus en plus fragilisé, au désinvestissement progressif des aides publiques à la réalisation en passant par l'évolution des structures de diffusion, il me paraît évident qu'il y a de véritables enjeux collectifs qui se posent aujourd'hui* ».

Pour établir cette enquête, une quarantaine de personnes ont répondu à l'automne 2015 à un questionnaire en ligne de 88 questions. L'étude se base également sur 10 entretiens semi-directifs en face-à-face et sur 33 conversations téléphoniques. ■